

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Ukraine sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 10 février 2021

Le Gouvernement de la Région wallonne,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Ukraine sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 10 février 2021, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

**Pour le Gouvernement de la Région wallonne
Le Ministre-Président,**



Elio-Di Rupio

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Ukraine sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Bruxelles le 10 février 2021

Exposé des motifs

A. Objet et contexte juridique

L'objet du présent accord soumis à l'approbation du Parlement consiste en la facilitation de l'exercice d'une activité rémunérée (profession salariée ou indépendante) pour les membres de la famille à charge des agents et autres membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires ukrainiens affectés en Belgique et, sur base de réciprocité, pour les membres du personnel des missions diplomatiques et postes consulaires belges en Ukraine.

Le statut du personnel diplomatique et consulaire affecté par l'État d'envoi dans l'État d'accueil ainsi que le statut des membres de leur famille sont régis par les Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et sur les Relations consulaires (1963). La plupart des États, dont la Belgique et l'Ukraine, sont parties à ces Conventions.

Ces Conventions prévoient un certain nombre de privilèges et d'immunités au bénéfice des membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires, ainsi que des membres de la famille de ceux-ci faisant partie de leur ménage (partenaire légal et enfants à charge).

Ces Conventions ne prévoient nullement l'interdiction, pour ces derniers, d'exercer dans l'État d'accueil une activité rémunérée. Néanmoins, leur statut ainsi que les privilèges et immunités qui en découlent sont, en pratique, incompatibles avec l'exercice d'une profession. Dans la plupart des États, l'accès des étrangers à une activité rémunérée est limité.

Conscient de cette problématique, le Conseil de l'Europe, a adopté une recommandation sur un modèle d'accord bilatéral ayant pour objectif de permettre aux membres de la famille qui font partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire l'exercice d'une activité rémunérée.

Dans le cadre de la politique d'égalité des chances entre hommes et femmes, il a été décidé de proposer à un certain nombre de pays la négociation d'accords bilatéraux de réciprocité visant entre autres à permettre au partenaire d'agents diplomatiques et consulaires d'effectuer un travail rémunéré.

B. Le contenu de l'Accord

Préambule:

Le préambule expose la volonté des Parties de faciliter par cet Accord l'exercice d'activités rémunérées par les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires dans l'État d'accueil, tels que définis dans le champ d'application de l'Accord (article 1).

Article 1er : Champ d'Application de l'Accord

L'Accord, conclu sur base de réciprocité, bénéficie au partenaire légal et aux enfants célibataires à charge âgés de moins de dix-huit ans des agents diplomatiques et consulaires ainsi qu'au partenaire légal de tout autre membre du personnel, affectés dans les missions diplomatiques ou les postes consulaires ou les représentations permanentes auprès des Organisations internationales de l'État d'envoi.

Par « un autre membre du personnel » de la mission, on entend les membres du personnel administratif et technique et les membres du personnel de service de la mission, tels que définis à l'article 1er de la Convention de Vienne sur les Relations diplomatiques, ainsi que les employés consulaires et membres du personnel de service du poste consulaire, tels que définis à l'article 1er de la Convention de Vienne sur les Relations consulaires.

L'autorisation, qui ne concerne pas les ressortissants de l'État d'accueil et les résidents permanents sur son territoire, produit ses effets durant la période d'affectation du membre du personnel auprès de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'État d'envoi sur le territoire de l'État d'accueil, et cesse quand l'affectation du membre du personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'État d'envoi sur le territoire de l'État d'accueil est terminée. Sauf si l'État d'accueil en décide autrement, l'autorisation cesse également quand le bénéficiaire ne fait plus partie du ménage du membre du personnel de la mission diplomatique ou du poste consulaire.

Article 2 : Procédures

Cet article établit les principes qui gouverneront la procédure à suivre pour l'obtention des autorisations d'exercer l'activité rémunérée. Les demandes doivent être introduites par la voie diplomatique. Après avoir parcouru la procédure, l'autorisation est également envoyée par la voie diplomatique.

L'article prévoit que les procédures soient suivies avec diligence de manière à ce que le bénéficiaire puisse exercer l'activité rémunérée dans les meilleurs délais.

L'Accord n'implique pas la reconnaissance réciproque des titres, grades ou études entre les États.

Article 3: Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Cet article tient compte du fait que les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité rémunérée ne jouissent pas d'immunité de juridiction en matière civile et administrative prévues par les Conventions de Vienne de 1961 et 1963 (ou en vertu de tout autre instrument international applicable), pour les actes découlant de l'exercice de l'activité rémunérée et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'État d'accueil.

L'État d'envoi lèvera également l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

Article 4: Immunité en matière pénale

Conformément à cet article, l'État d'envoi renoncera à l'immunité de juridiction pénale dont jouissent les membres de la famille, sauf si cette mesure pourrait être contraire à ses intérêts. Cette demande doit se rapporter aux actes ou omissions découlant de l'exercice de l'activité rémunérée.

La levée d'immunité d'exécution de la décision judiciaire en matière pénale doit faire l'objet d'une demande de levée spécifique adressée par l'État d'accueil à l'État d'envoi, ce dernier étant tenu de prendre sérieusement en considération ce type de requête.

Article 5: Régimes fiscal et de sécurité sociale

L'article 5 prévoit que les régimes fiscal et de sécurité sociale de l'État d'accueil sont d'application pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de leurs activités rémunérées.

Par « régimes fiscal et de sécurité sociale de l'État d'accueil », on entend l'ensemble des dispositions fiscales ou sociales en vigueur dans ledit État, en ce compris d'éventuels accords bilatéraux ou multilatéraux, existants ou futurs.

Article 6: Durée et dénonciation

L'Accord restera en vigueur pour une durée indéterminée et peut être mis à fin par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis écrit de six mois.

Article 7: Modifications

Des modifications et ajouts au présent Accord peuvent entrer en vigueur selon les modalités prévues à l'article 8.

L'article 8 concerne l'entrée en vigueur de l'Accord.

C. Nature de la convention sur le plan interne

Depuis l'entrée en vigueur de la sixième réforme de l'État, les Régions sont compétentes pour l'occupation des travailleurs étrangers. La régionalisation de la carte professionnelle pour les indépendants implique que cet Accord soit devenu un traité mixte. Le transfert de certaines compétences concernant l'emploi de la Région wallonne vers la Communauté germanophone est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016, raison pour laquelle cette Communauté est devenue compétente.

Le caractère mixte (fédéral, Régions et la Communauté germanophone) a été établi par la « Conférence Interministérielle de Politique étrangère » sur avis du Groupe de travail traités mixtes du 1 décembre 2016 et du 13 juillet 2021.

L'Accord a été signé au nom du Royaume de Belgique Madame Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales, et, du côté ukrainien, par Monsieur Denys Shmyhal, Premier Ministre.

D. Commentaires des articles du décret

Article unique

Cet article n'appelle aucun commentaire.

ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
L'UKRAINE
SUR L'EXERCICE D'ACTIVITÉS À BUT LUCRATIF
PAR CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES

**ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
L'UKRAINE
SUR L'EXERCICE D'ACTIVITÉS À BUT LUCRATIF
PAR CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES**

LE ROYAUME DE BELGIQUE, REPRESENTE PAR :

**le Gouvernement fédéral,
le Gouvernement flamand,
le Gouvernement de la Région wallonne,
le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
le Gouvernement de la Communauté germanophone,**

ET

L'UKRAINE,

CI-APRES DENOMMES « LES PARTIES »,

DÉSIREUX de conclure un accord visant à faciliter l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille de membres du personnel des missions diplomatiques de la Partie d'envoi ou des postes consulaires de cette dernière sur le territoire de la Partie d'accueil,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{ER}

Champ d'application de l'Accord

1. Sont autorisés, sur base de réciprocité, à exercer une activité à but lucratif dans la Partie d'accueil :
 - a) le partenaire légal et les enfants célibataires âgés de moins de dix-huit ans à charge d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire de la Partie d'envoi affectés :
 - (i) auprès de la Partie d'accueil, ou
 - (ii) auprès d'organisations internationales ayant un siège dans la Partie d'accueil ;
 - b) de même le partenaire légal d'un autre membre du personnel de la mission de la Partie d'envoi ou du personnel du poste consulaire de la même Partie ;tels que définis à l'article 1^{er} des Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et sur les Relations consulaires (1963).
2. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sera donnée par les autorités de la Partie d'accueil conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans ladite Partie et conformément aux dispositions du présent Accord.
3. Cette autorisation ne concerne pas les ressortissants de la Partie d'accueil ni les résidents permanents sur son territoire.
4. Sauf si la Partie d'accueil en décide autrement, l'autorisation ne sera pas accordée aux bénéficiaires qui, après avoir entrepris une activité à but lucratif, cessent de faire partie du ménage des personnes visées au paragraphe premier du présent Article.
5. L'autorisation produit ses effets durant la période d'affectation des personnes visées au paragraphe premier du présent article dans la mission diplomatique ou le poste consulaire de la Partie d'envoi sur le territoire de la Partie d'accueil, et cesse ses effets au terme de cette affectation (ou dans un délai raisonnable suivant cette échéance).

ARTICLE 2

Procédures

1. Toute demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est envoyée, au nom du bénéficiaire, par l'ambassade de la Partie d'envoi à la Direction générale du Protocole d'État du Ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine ou à la Direction du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement du Royaume de Belgique, suivant le cas.

Après vérification que la personne est à charge d'un agent relevant du champ d'application de l'article 1, paragraphe premier, et après examen de la demande officielle, l'ambassade de la Partie d'envoi sera informée par le gouvernement de la Partie d'accueil que la personne à charge peut exercer l'activité à but lucratif considérée.

2. Les procédures suivies sont appliquées de manière telle que le bénéficiaire de l'autorisation puisse entreprendre une activité à but lucratif dans les meilleurs délais. Toutes les dispositions régissant les permis de travail et autres formalités analogues sont appliquées dans un sens favorable.
3. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif n'entraînera aucune dispense pour le bénéficiaire de satisfaire aux exigences légales ou autres relatives aux caractéristiques personnelles, qualifications professionnelles ou autres dont l'intéressé doit justifier pour l'exercice de l'activité à but lucratif. Le bénéficiaire n'est donc pas autorisé à occuper une fonction qui, selon la législation en vigueur de la Partie d'accueil, ne peut être assurée que par un citoyen de la Partie d'accueil.
La reconnaissance par les Parties de tout diplôme, qualification, titre scientifique ou professionnel se fait conformément à la législation de la Partie d'accueil ou aux accords bilatéraux ou multilatéraux auxquels les Parties d'envoi et d'accueil sont parties.
4. L'ambassade de la Partie d'envoi informe la Division du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement du Royaume de Belgique ou la Direction générale du Protocole d'État du Ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine de tout changement lié au statut d'un membre de la famille exerçant une activité à but lucratif en vertu du présent Accord.

ARTICLE 3

Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans la Partie d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ou de tout autre instrument international applicable, cette immunité ne s'applique pas aux actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et entrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de la Partie d'accueil. La Partie d'envoi lèvera l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

ARTICLE 4

Immunité en matière pénale

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière pénale dans la Partie d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne précitées ou de tout autre instrument international applicable :

- a) la Partie d'envoi lève l'immunité de juridiction pénale dont jouit le bénéficiaire de l'autorisation à l'égard de la Partie d'accueil pour tout acte ou omission découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif, sauf dans des cas particuliers lorsque la Partie d'envoi estime que cette mesure pourrait être contraire à ses intérêts ;
- b) cette levée d'immunité de juridiction pénale ne sera pas considérée comme s'étendant à l'immunité d'exécution de la décision judiciaire, immunité pour laquelle une levée spécifique sera requise. Dans le cas d'une telle demande spécifique, la Partie d'envoi examinera de manière approfondie la requête de la Partie d'accueil.

ARTICLE 5

Régimes fiscal et de sécurité sociale

Conformément aux dispositions des Conventions de Vienne précitées ou en vertu de tout autre instrument international applicable, les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sont assujettis aux régimes fiscal et de sécurité sociale de la Partie d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cette Partie.

Article 6

Durée et dénonciation

Le présent Accord restera en vigueur pour une durée indéterminée, l'une ou l'autre Partie pouvant y mettre fin à tout moment moyennant un préavis de six mois notifié par écrit à l'autre Partie. La dénonciation du présent Accord n'affectera pas la validité d'un permis de travail délivré en vertu du présent Accord avant sa dénonciation. Ledit permis de travail restera en vigueur pour la durée qui est spécifiée.

ARTICLE 7

Amendements

Le présent Accord peut être modifié à tout moment par consentement écrit des Parties confirmé par la voie diplomatique. Cet amendement entrera en vigueur de la même manière que le présent Accord.

ARTICLE 8

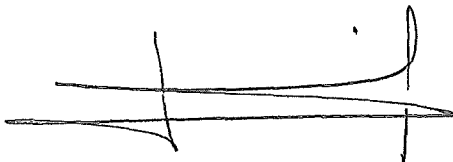
Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception par les Parties par la voie diplomatique de la dernière notification écrite de l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales requises.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 10 février 2021, en deux exemplaires originaux, chacun en langues anglaise, ukrainienne, française et néerlandaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE :
le Gouvernement fédéral,
le Gouvernement flamand,
le Gouvernement de la Région wallonne,
le Gouvernement de la Région de Bruxelles-
Capitale,
le Gouvernement de la Communauté
germanophone,



POUR L'UKRAINE :



OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
OEKRAÏNE
INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR BEPAALDE GEZINSLEDEN VAN HET DIPLOMATIEK
EN CONSULAIR PERSONEEL

**OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
OEKRAÏNE
INZAKE HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR BEPAALDE GEZINSLEDEN VAN HET DIPLOMATIEK
EN CONSULAIR PERSONEEL**

HET KONINKRIJK BELGIË, VERTEGENWOORDIGD DOOR:

**De Federale Regering,
De Vlaamse Regering,
De Waalse Regering,
De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,**

EN

OEKRAÏNE,

HIERNA "DE PARTIJEN" GENOEMD,

GELEID door de wens een overeenkomst te sluiten teneinde het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van het personeel van de diplomatieke zendingen van de Zendende Partij dan wel van consulaire posten die deze heeft op het grondgebied van de Ontvangende Partij, te vergemakkelijken,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1

Toepassingsgebied van de Overeenkomst

1. Mogen op grond van wederkerigheid betaalde werkzaamheden verrichten in de Ontvangende Partij:
 - a) de wettelijke partner en ongehuwde kinderen ten laste tot de leeftijd van 18 jaar van een diplomatieke of een consulaire vertegenwoordiger van de Zendende Partij die zijn aangesteld
 - (i) bij de Ontvangende Partij, dan wel
 - (ii) bij internationale organisaties met een zetel in de Ontvangende Partij;
 - b) evenzo, de wettelijke partner van een ander personeelslid van de zending van de Zendende Partij of van een ander personeelslid van de consulaire post van deze Staat;

zoals bepaald in artikel 1 van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek verkeer (1961) en consulaire verkeer (1963).
2. De toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden wordt verleend door de autoriteiten van de Ontvangende Partij overeenkomstig de aldaar van kracht zijnde wetgeving en voorschriften en overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.
3. Deze toestemming geldt niet voor de ingezetenen van de Ontvangende Partij of de vaste verblijfhouders op zijn grondgebied.
4. Tenzij de Ontvangende Partij anderszins beslist, wordt geen toestemming verleend aan de begunstigden die betaalde werkzaamheden verrichten maar niet langer deel uitmaken van het gezin van de in het eerste lid van dit artikel bedoelde personen.
5. De toestemming is geldig voor de periode dat de in het eerste lid van dit artikel bedoelde personen zijn aangesteld bij de diplomatieke zending of de consulaire post van de Zendende Partij op het grondgebied van de Ontvangende Partij, en vervalt wanneer de aanstelling eindigt (dan wel binnen een redelijke termijn na de beëindiging).

ARTIKEL 2

Procedures

1. Elk verzoek om toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden wordt namens de begunstigde door de Ambassade van de Zendende Partij gestuurd naar de Directie Protocol van het ministerie van Buitenlandse Zaken van Oekraïne dan wel naar

de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België.

Nadat is onderzocht of de persoon ten laste is van een vertegenwoordiger, zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, en na afhandeling van het officiële verzoek, stelt de regering van de Ontvangende Partij de Ambassade van de Zendende Partij ervan in kennis dat de persoon ten laste betaalde werkzaamheden mag verrichten.

2. De procedures worden dusdanig toegepast dat de begunstigde van de toestemming zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten; alle voorschriften inzake werkvergunningen en soortgelijke formaliteiten worden welwillend toegepast.
3. Toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten betekent niet dat de begunstigde wordt vrijgesteld van wettelijke of andere voorschriften die van toepassing zijn op persoonsgegevens, professionele of andere kwalificaties waarvan de begunstigde het bewijs dient te leveren voor het verrichten van betaalde werkzaamheden. De begunstigde mag derhalve niet worden tewerkgesteld in een functie die volgens de in de Ontvangende Partij van kracht zijnde wetgeving alleen door een burger van de Ontvangende Partij mag worden uitgeoefend. De erkenning door de Partijen van diploma's, kwalificaties en wetenschappelijke of beroepsopleidingen geschiedt overeenkomstig de wetgeving van de Ontvangende Partij of krachtens bilaterale of multilaterale overeenkomsten waarbij de Zendende Partij en de Ontvangende Partij partij zijn.
4. De Ambassade van de Zendende Partij stelt de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België of de Directie Protocol van het ministerie van Buitenlandse Zaken van Oekraïne in kennis van alle wijzigingen met betrekking tot de status van een gezinslid dat op grond van deze Overeenkomst betaalde werkzaamheden verricht.

ARTIKEL 3

Civil- en administratiefrechtelijke voorrechten en immuniteiten

Ingeval de begunstigde van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden in de Ontvangende Partij civil- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht geniet, overeenkomstig de bepalingen van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek en consulaire verkeer, dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden welke onder het civil- en administratief recht van de Ontvangende Partij vallen. De Zendende Partij doet afstand van de immuniteit van tenuitvoerlegging van alle gerechtelijke uitspraken met betrekking tot dergelijke handelingen.

ARTIKEL 4

Immunititeit ten aanzien van strafzaken

Ingeval de begunstigde van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden in de Ontvangende Partij immunititeit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken geniet, overeenkomstig de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen, dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag:

- a) doet de Zendende Partij afstand van de immunititeit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken die de begunstigde van de toestemming in de Ontvangende Partij geniet met betrekking tot elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden, behalve in bijzondere gevallen wanneer de Zendende Partij van mening is dat het doen van afstand in strijd zou kunnen zijn met zijn belangen;
- b) wordt het doen van afstand van immunititeit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken niet geacht mede betrekking te hebben op de immunititeit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke uitspraak, waarvan uitdrukkelijk afstand moet worden gedaan. In dergelijk geval neemt de Zendende Partij het verzoek van de Ontvangende Partij ernstig in overweging.

ARTIKEL 5

Belasting- en sociale zekerheidsstelsels

In overeenstemming met de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag zijn de begunstigden van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden onderworpen aan de belastingstelsels en de socialezekerheidsstelsels van de Ontvangende Partij ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van bedoelde werkzaamheden in deze Staat.

ARTIKEL 6

Duur en beëindiging

Deze Overeenkomst blijft van kracht voor onbepaalde duur, met dien verstande dat elk van de Partijen ze te allen tijde kan beëindigen door hiervan zes maanden van te voren schriftelijk kennis te geven aan de andere Partij. De beëindiging van deze Overeenkomst heeft geen invloed op de geldigheidsduur van de werkvergunning die krachtens deze Overeenkomst vóór de beëindiging ervan is afgegeven en die van kracht blijft gedurende de in deze werkvergunning vermelde periode.

ARTIKEL 7

Wijzigingen

Deze Overeenkomst kan te allen tijden worden gewijzigd na schriftelijke toestemming van de Partijen die langs diplomatieke weg wordt bevestigd. Dergelijke wijzigingen treden op dezelfde wijze in werking als deze Overeenkomst.

ARTIKEL 8

Inwerkingtreding

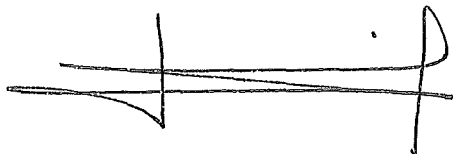
Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van ontvangst langs diplomatieke weg door de Partijen van de laatste kennisgeving van de voltooiing van de grondwettelijke en wettelijke procedures.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende vertegenwoordigers, daartoe naar behoren gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN TE Brussel, op 10 februari 2021 in twee originele exemplaren, in de Engelse, de Oekraïense, de Franse en de Nederlandse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in uitlegging is de Engelse tekst doorslaggevend.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

De Federale regering,
De Vlaamse Regering,
De Waalse Regering,
De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
De Regering van de Duitstalige
Gemeenschap,

A stylized signature consisting of several horizontal strokes and a vertical line, representing the official signature of the Belgian representative.

VOOR OEKRAÏNE:

A signature featuring a large, circular loop followed by a series of smaller, connected loops, representing the official signature of the Ukrainian representative.

AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
UKRAINE
ON THE GAINFUL OCCUPATION OF CERTAIN DEPENDENTS
OF DIPLOMATIC AND CONSULAR STAFF

**AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
UKRAINE
ON THE GAINFUL OCCUPATION OF CERTAIN DEPENDENTS
OF DIPLOMATIC AND CONSULAR STAFF**

THE KINGDOM OF BELGIUM, REPRESENTED BY:

**The Federal Government,
The Flemish Government,
The Government of the Walloon region,
The Government of the Brussels-Capital Region,
The Government of the German-speaking Community,**

AND

UKRAINE,

HEREINAFTER REFERRED TO AS "THE PARTIES",

DESIRING to conclude an agreement which aims to facilitate the gainful occupation of certain family members of personnel of diplomatic missions from the sending Party or of consular posts of the latter on the territory of the receiving Party,

AGREE ON THE FOLLOWING:

ARTICLE 1

Scope of the Agreement

1. On a reciprocal basis, the following are authorised to engage in gainful occupation in the receiving Party:
 - a) the legal partner and unmarried dependent children up to eighteen years of a diplomatic agent or of a consular official of the sending Party assigned
 - (i) to the receiving Party, or
 - (ii) to international organisations with a seat in the receiving Party;
 - b) as well as the legal partner of another member of the personnel of the mission of the sending Party or of the personnel of the consular post of the same Party;

as defined in Article 1 of the Vienna Conventions on Diplomatic (1961) and Consular Relations (1963).
2. Authorisation to engage in a gainful occupation is given by the authorities of the receiving Party in accordance with the laws and regulations in force in this Party and subject to the provisions of this Agreement.
3. Such authorisation does not extend to the nationals of the receiving Party or permanent residents in its territory.
4. Unless the receiving Party decides otherwise, authorisation shall not be given to those beneficiaries who, having engaged in a gainful occupation, cease to form part of the household of the persons described in the first paragraph of this Article.
5. The authorisation shall apply during the period in which the persons, covered in the first paragraph of this Article, are assigned to the diplomatic mission or consular post of the sending Party in the territory of the receiving Party until the conclusion of the term of the assignment (or within an acceptable timeframe following this event).

ARTICLE 2

Procedures

1. All requests for authorisation to engage in a gainful occupation shall be sent, on behalf of the beneficiary, by the Embassy of the sending Party to the Directorate General of the State Protocol of the Ministry of Foreign Affairs of Ukraine or to the Protocol Division of the Federal Public Service Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation of the Kingdom of Belgium accordingly.

Upon verification that the person is a dependent of an agent within the scope of the provisions of article 1, first paragraph, and processing of the official request, the government of the receiving Party shall inform the Embassy of the sending Party that the dependent is eligible for gainful occupation.

2. The procedures followed shall be applied in a way that enables the beneficiary of the authorisation to engage in a gainful occupation as soon as possible. All requirements relating to work permits and any other similar formalities shall be favourably applied.
3. Authorisation for the beneficiary to engage in a gainful occupation shall not imply exemption from any legal or other requirements relating to personal characteristics, professional or other qualifications that the individual concerned must demonstrate in engaging in a gainful occupation. The beneficiary therefore is not allowed to be employed in a position which according to the legislation in force of the receiving Party can be taken only by the citizen of the receiving Party. Recognition by Parties of any diploma, qualification, scientific or professional degree shall be done in accordance with the legislation of the receiving Party or bilateral or multilateral agreements to which the sending and receiving Party are party.
4. The Embassy of the sending Party shall inform the Protocol Division of the Federal Public Service Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation of the Kingdom of Belgium or the Directorate General of the State Protocol of the Ministry of Foreign Affairs of Ukraine on any changes related to the status of a family member engaged in a gainful occupation under this Agreement.

ARTICLE 3

Civil and administrative privileges and immunities

In cases where the beneficiary of the authorisation to engage in a gainful occupation enjoys immunity from the civil and administrative jurisdiction of the receiving Party, in accordance with the provisions of the Vienna Conventions on diplomatic and consular relations or of any other applicable international instrument, such immunity shall not apply in respect of any act carried out in the course of the gainful occupation and falling within the civil or administrative law of the receiving Party. The sending Party shall waive immunity from execution of any sentence in relation to these matters.

ARTICLE 4

Criminal Immunity

In cases where a beneficiary of the authorisation to engage in a gainful occupation enjoys immunity from the criminal jurisdiction of the receiving Party, in accordance with the provisions of the aforementioned Vienna Conventions or of any other applicable international instrument:

- a) the sending Party shall waive the immunity from criminal jurisdiction enjoyed by the beneficiary of the authorisation with regard to the receiving Party in respect of any act or omission arising from the gainful occupation, except in special instances where the sending Party considers that such a waiver could be contrary to its own interests;
- b) such a waiver of immunity from criminal jurisdiction shall not be construed as extending to immunity from execution of the sentence, for which a specific waiver shall be required. In the case of such a request, the sending Party shall give serious consideration to the request of the receiving Party.

ARTICLE 5

Taxation and social security regimes

In accordance with the provisions of the aforementioned Vienna Conventions or of any other applicable international instrument, beneficiaries of the authorisation to engage in a gainful occupation shall be subject to the taxation and social security regimes of the receiving Party for all matters connected with their gainful occupation in that Party.

ARTICLE 6

Duration and termination

This Agreement shall remain in force for an indefinite period, either Party being able to terminate it at any time by giving six months' notice in writing to the other Party. Termination of this Agreement shall not affect the validity of the work permit issued under this Agreement before its termination, which shall remain in force for the period specified in this work permit.

ARTICLE 7

Amendments

This Agreement can be amended at any time by written consent of the Parties confirmed through diplomatic channels. Such amendment shall enter into force in the same manner as this Agreement.

ARTICLE 8

Entry into Force

This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt by Parties through diplomatic channels of the last written notification of the completion of the necessary constitutional and legal procedures.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned representatives, duly authorised, have signed this Agreement.

DONE at Brussels, on the 10th day of the month of February of the year 2021, in two original copies, each in the English, Ukrainian, French and Dutch languages, each text being authentic. The English language text shall prevail in case of differences in interpretation.

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:

**The Federal Government,
The Flemish Government,
The Government of the Walloon Region,
The Government of the Brussels-Capital
Region,
The Government of the German-speaking
Community,**

A stylized signature consisting of several horizontal strokes and a vertical line on the right side.

FOR UKRAINE:

A signature featuring a large, prominent circular loop followed by several smaller, connected loops and a horizontal line at the end.

УГОДА
МІЖ
КОРОЛІВСТВОМ БЕЛЬГІЯ
ТА
УКРАЇНОЮ
ПРО ЗДІЙСНЕННЯ ОПЛАЧУВАНОЇ ДІЯЛЬНОСТІ ДЕЯКИМИ ЧЛЕНАМИ
СІМЕЙ СІВРОБІТНИКІВ ДИПЛОМАТИЧНИХ ПРЕДСТАВНИЦТВ ТА
КОНСУЛЬСЬКИХ УСТАНОВ

**УГОДА
МІЖ
КОРОЛІВСТВОМ БЕЛЬГІЯ
ТА
УКРАЇНОЮ
ПРО ЗДІЙСНЕННЯ ОПЛАЧУВАНОЇ ДІЯЛЬНОСТІ ДЕЯКИМИ ЧЛЕНАМИ
СІМЕЙ СІВРОБІТНИКІВ ДИПЛОМАТИЧНИХ ПРЕДСТАВНИЦТВ ТА
КОНСУЛЬСЬКИХ УСТАНОВ**

КОРОЛІВСТВО БЕЛЬГІЯ, ПРЕДСТАВЛЕНЕ:

**Федеральним Урядом,
Фламандським Урядом,
Урядом Валлонського Регіону,
Урядом Регіону Брюссель-Столиця,
Урядом Німецькомовної Спільноти,**

ТА

УКРАЇНА,

(ДАЛІ – СТОРОНИ),

ПРАГНУЧИ укласти угоду, що має на меті сприяти здійсненню оплачуваної діяльності деякими членами сімей персоналу дипломатичних представництв та консульських установ направляючої Сторони на території приймаючої Сторони,

ДОМОВИЛИСЯ ПРО ТАКЕ:

СТАТТЯ 1

Предмет Угоди

1. Займатися в приймаючій Стороні оплачуваною діяльністю мають право на основі принципу взаємності такі особи:
 - а) член подружжя та незаміжні чи неодружені діти віком до вісімнадцяти років, які перебувають на утриманні члена дипломатичного персоналу або консульської посадової особи направляючої Сторони, що відряджається
 - (i) до приймаючої Сторони, або
 - (ii) до міжнародної організації зі штаб-квартирою в приймаючій Стороні;
 - б) член подружжя іншого співробітника дипломатичного представництва або консульської установи направляючої Сторони,як визначено у Статті 1 Віденських конвенцій про дипломатичні (1961) та про консульські (1963) зносини.
2. Дозвіл на здійснення оплачуваної діяльності надається органами влади приймаючої Сторони у відповідності до чинного законодавства цієї Сторони та згідно з положеннями цієї Угоди.
3. Дія таких дозволів не поширюється на громадян приймаючої Сторони або осіб, які постійно проживають на її території.
4. Якщо приймаючою Стороною не приймається іншого рішення, дозвіл не надається особам, які після початку ними оплачуваної діяльності припинили бути частиною сім'ї осіб, зазначених у першому пункті цієї Статті.
5. Дозвіл застосовується впродовж періоду часу, протягом якого особи, зазначені в першому пункті цієї Статті, призначаються до дипломатичних представництв або консульських установ направляючої Сторони на території приймаючої Сторони, до завершення терміну їх відрядження (або в межах прийнятних часових рамок після його завершення).

СТАТТЯ 2

Процедури

1. Всі запити на отримання дозволу на здійснення оплачуваної діяльності мають подаватися, від імені отримувача дозволу, Посольством направляючої Сторони до Департаменту державного протоколу Міністерства закордонних справ України

або до Управління протоколу Федеральної служби з питань закордонних справ, зовнішньої торгівлі та співпраці в цілях розвитку Королівства Бельгія, відповідно. Після підтвердження, що особа є на утриманні співробітника, який підпадає під положення першого пункту Статті 1, та за результатами розгляду офіційного запиту, Уряд приймаючої Сторони інформує Посольство направляючої Сторони, що зазначена особа має право на здійснення оплачуваної діяльності.

2. Зазначені процедури застосовуватимуться таким чином, щоб надати отримувачу дозволу можливість розпочати оплачувану діяльність якомога скоріше. Всі вимоги стосовно дозволів на роботу та будь-які інші формальності виконуватимуться у сприятливому дусі.
3. Надання дозволу на здійснення оплачуваної діяльності не передбачає звільнення отримувача від виконання будь-яких юридичних або інших вимог щодо особистих якостей, професійної або інших кваліфікацій, які зазначена особа має продемонструвати при здійсненні оплачуваної діяльності. Отримувачу дозволу не дозволяється працювати на посаді, яку згідно з чинним законодавством приймаючої Сторони може займати тільки громадянин цієї Сторони. Визнання Сторонами будь-яких дипломів, кваліфікацій, наукових або професійних ступенів здійснюється у відповідності до законодавства приймаючої Сторони або двосторонніх чи багатосторонніх угод, сторонами яких є направляюча та приймаюча Сторона.
4. Посольство направляючої Сторони поінформує Департамент державного протоколу Міністерства закордонних справ України або Управління протоколу Федеральної служби з питань закордонних справ, зовнішньої торгівлі та співпраці в цілях розвитку Королівства Бельгія про всі зміни, пов'язані зі статусом члена сім'ї, який здійснює оплачувану діяльність згідно з цією Угодою.

СТАТТЯ 3

Цивільні й адміністративні привілеї та імунітети

У випадках, коли отримувач дозволу на здійснення оплачуваної діяльності користується імунітетом від цивільної та адміністративної юрисдикції приймаючої Сторони відповідно до положень Віденських конвенцій про дипломатичні та консульські зносини або будь-якого іншого міжнародного інструмента, що може застосовуватись, такий імунітет не застосовується по відношенню до будь-якої дії, що вчинена при здійсненні оплачуваної діяльності та підпадає під юрисдикцію цивільного або адміністративного законодавства приймаючої Сторони. Направляюча Сторона відмовлятиметься від імунітету від виконання будь-якого вироку у зв'язку з цими справами.

СТАТТЯ 4

Імунітет від кримінальної юрисдикції

У випадках, коли отримувач дозволу на здійснення оплачуваної діяльності користується імунітетом від кримінальної юрисдикції приймаючої Сторони, відповідно до положень вищезгаданих Віденських конвенцій чи будь-якого іншого міжнародного інструмента, що може застосовуватись:

- a) направляюча Сторона відмовляється від імунітету отримувача дозволу перед кримінальною юрисдикцією приймаючої Сторони, по відношенню до будь-яких його дій або порушень, скоєних у зв'язку з оплачуваною діяльністю, за винятком особливих випадків, коли направляюча Сторона вважає, що така відмова суперечить її власним інтересам;
- b) така відмова від імунітету перед кримінальною юрисдикцією не буде тлумачитися як така, що поширюється на імунітет від виконання вироку, для чого вимагатиметься особлива відмова. У разі такої вимоги направляюча Сторона з усією увагою розглядатиме запит приймаючої Сторони.

СТАТТЯ 5

Режими оподаткування та соціального страхування

Згідно з положеннями вищезгаданих Віденських конвенцій чи будь-яких інших міжнародних інструментів, що можуть бути застосовані, на осіб, які отримали дозвіл на здійснення оплачуваної діяльності, поширюються, у зв'язку з усіма питаннями, що стосуються їхньої оплачуваної діяльності у приймаючій Стороні, режими оподаткування та соціального страхування приймаючої Сторони.

СТАТТЯ 6

Термін дії та припинення дії

Ця Угода залишається чинною впродовж необмеженого періоду часу; її дія може бути припинена будь-якою зі Сторін у будь-який час шляхом надання іншій Стороні за шість місяців до того відповідного письмового повідомлення.

Припинення дії цієї Угоди не впливатиме на чинність дозволу на здійснення оплачуваної діяльності, виданого відповідно до цієї Угоди до припинення її дії, який залишатиметься чинним протягом визначеного у цьому дозволі періоду.

СТАТТЯ 7

Внесення змін

Зміни до цієї Угоди можуть бути внесені у будь-який час за письмовою згодою Сторін, підтвердженою дипломатичними каналами. Такі зміни набирають чинності у той же спосіб, що й ця Угода.

СТАТТЯ 8

Набрання чинності

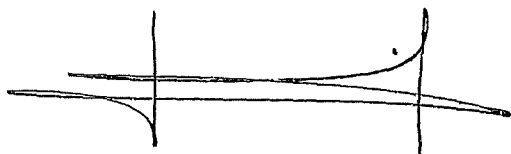
Ця Угода набирає чинності у перший день другого місяця після дати отримання Сторонами дипломатичними каналами останнього письмового повідомлення про завершення необхідних конституційних та юридичних процедур.

Ця Угода **ЗАСВІДЧУЄТЬСЯ** наведеними нижче підписами представників, належним чином уповноважених.

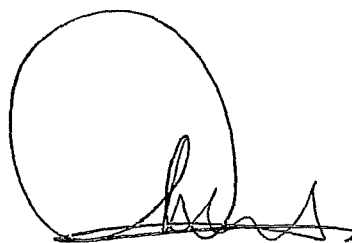
ВЧИНЕНО в м.Брюссель, «**10**» лютого 2021 року, у двох оригінальних примірниках, кожний французькою, голландською, українською та англійською мовами, при цьому кожний текст є автентичним. У разі розбіжностей у тлумаченні перевага надаватиметься тексту англійською мовою

ЗА КОРОЛІВСТВО БЕЛЬГІЯ:

Федеральний Уряд,
Фламандський Уряд,
Уряд Валлонського Регіону,
Уряд Регіону Брюссель-Столиця,
Уряд Німецькомовної Спільноти,



ЗА УКРАЇНУ:



16/02/2021

du Service des Trinités
Gères Elanpiers de Belgique
van de Erens' verdragen
van de Erens' verdragen van België

[Signature]

